

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 382 du 18.08 au 29.08

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Gaza : nouvelle rupture de la trêve, Israël ferme les points de passage.

Politique

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Vidéo: Les radars, connus sous le nom de X-Band, seront déployer dans le désert du Neguev.

5-2 Vidéo : 2 Militants de 'Génération Palestine' blessés par l'armée israélienne à NILIN.

5-3 Vidéo : ne vous inquiétez pas de la pression américaine sur Israël.

5-4 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

5-5 Richard Labévière et la liberté de la presse.

2 Les brèves

6-1 Cisjordanie : Washington et Tel Aviv étalent leurs divergences sur la colonisation.
2eme version : Cisjordanie : Washington et Tel Aviv étalent leurs divergences sur la colonisation.
6-2 Point de vue du CPI : Le sommet de Rice/Livni vise à renforcer le blocus contre Gaza.
6-3 Abbas: les efforts déployés en faveur de la paix aboutiront à un règlement juste.
6-4 Qu'est-ce qui peut bien pousser le ministre de la Guerre Barak, à se rendre au Caire?
6-5 Des personnalités palestiniennes dévoilent des plans israéliens pour judaïser al-Aqsa.
6-6 Réfugiés palestiniens en détresse.
6-7 Abbas appelle au droit au retour des réfugiés palestiniens.
3 Dossier

7-1 Point de vue de Daniel Levy : Israël n'a rien à gagner à une guerre civile entre Palestiniens.
7-2 Point de vue de Yossi Alpher - Hassan Khatib : Israël Palestine : un, deux ou trois Etats ?

Tiré a part

Gaza : nouvelle rupture de la trêve, Israël ferme les points de passage

Israël a décidé de fermer les points de passage vers la bande de Gaza jusqu'à mardi en riposte à une nouvelle violation de la trêve par les combattants palestiniens, annonce la radio Kol La décision ad hoc a été prise par le ministre israélien de la Défense Ehud Barak et son adjoint Matan Vilnay suite au tir de deux roquettes lundi dans les environs de Sderot, qui n'ont fait ni victimes ni dommages.

Depuis le début de la trêve conclue par l'entremise de l'Egypte entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza il y a deux mois, une cinquantaine de roquettes ont été tirées.

La partie israélienne riposte à chaque fois en fermant les points de passage par lesquels transite le fret humanitaire et commercial à destination de l'enclave.

[RIA Novosti 26/8](#)

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

26-08

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont arrêté, mardi, Jeff Halper, professeur israélien- américain qui est arrivé dans la Bande de Gaza sur le bateau d'antiblocus venant de Chypre.

[Wafa 26/8](#)

Bande de Gaza - Au jour le jour

28-08

Israël a ouvert jeudi les points de passage commerciaux de la Bande de Gaza.

Mardi dernier, le Ministre de l'armée israélienne, Ehoud Barak, avait ordonné la fermeture de tous les points de passage vers la Bande de Gaza, invoquant des raisons sécuritaires.

Israël a fermé le point de passage de Rafah, situé au sud de la Bande de Gaza, à quelques kilomètres de l'Egypte depuis juin 2007.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4475>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

28-08

Des troupes israéliennes sont entrées à l'aube dans la ville de Naplouse, où elles ont effectué des perquisitions et procédé à l'arrestation de six étudiants. Selon un correspondant de Wafa, il s'agit de Walid Saba'ana, Hikmat Jamil, Abdullah Bsharat, Ahmed Al Faris, Al'a Wahdan et Waél Bsharat.

Entre-temps, et selon des témoins, quatre jeunes hommes ont été arrêtés par une unité israélienne dans la ville de Tulkarème.

Wafa

Mort de 46 malades dont 10 enfants depuis l'annonce de l'accalmie à Gaza

Le ministère de la santé au gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a averti de la politique des autorités de l'occupation qui retardent l'exécution des articles et des engagements de l'accord d'accalmie, dont la fin immédiate du blocus et l'ouverture des passages. Il a précisé que la continuation de ces fermetures va conduire à de dangereux résultats, notamment pour les malades palestiniens.

Dans un communiqué de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, le ministère a dit qu'il ne cesse d'y avoir de victimes 78 jours après la signature de l'accord d'accalmie, alors que les dizaines de malades palestiniens qui se trouvent dans les salles de soins dans les hôpitaux de la Bande sont menacés de mort. Le communiqué a ajouté que 46 malades palestiniens dont 10 enfants sont morts depuis l'annonce de l'accalmie, le 19 juin dernier.

Le ministère a appelé l'Égypte à mettre la pression sur l'occupation israélienne pour ouvrir le passage de Rafah, transporter les malades et faire entrer des médicaments et des produits médicaux.

Il a appelé la ligue arabe, l'organisation de la conférence islamique, la Croix-Rouge internationale ainsi que toutes les organisations juridiques et humaines et tous les hommes libres du monde à intervenir immédiatement pour mettre fin au blocus et ouvrir les passages.

Gaza – CPI 27/8

Mort de 46 malades dont 10 enfants depuis l'annonce de l'accalmie à Gaza

Le ministère de la santé au gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a averti de la politique des autorités de l'occupation qui retardent l'exécution des articles et des engagements de l'accord d'accalmie, dont la fin immédiate du blocus et l'ouverture des passages. Il a précisé que la continuation de ces fermetures va conduire à de dangereux résultats, notamment pour les malades palestiniens.

Dans un communiqué de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, le ministère a dit qu'il ne cesse d'y avoir de victimes 78 jours après la signature de l'accord d'accalmie, alors que les dizaines de malades palestiniens qui se trouvent dans les salles de soins dans les hôpitaux de la Bande sont menacés de mort.

Le communiqué a ajouté que 46 malades palestiniens dont 10 enfants sont morts depuis l'annonce de l'accalmie, le 19 juin dernier.

Le ministère a appelé l'Égypte à mettre la pression sur l'occupation israélienne pour ouvrir le passage de Rafah, transporter les malades et faire entrer des médicaments et des produits médicaux.

Il a appelé la ligue arabe, l'organisation de la conférence islamique, la Croix-Rouge internationale ainsi que toutes les organisations juridiques et humaines et tous les hommes libres du monde à intervenir immédiatement pour mettre fin au blocus et ouvrir les passages.

Gaza – CPI 27/8

1 Politique Palestinienne

1-4 Les grandes manœuvres.

La sécurité 'préventive' d'Abbas envahit l'organisation d'Al Afaf à Toulkarem

Des éléments de la sécurité préventive qui appartiennent au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ont envahi, hier après midi, mardi 26/8, l'organisation de bienfaisance "Al Afaf" dans la ville de Toulkarem, ainsi que le club des étudiants dans le village de Dir Al Ghoussoun en lançant une campagne de fouille avant de convoquer les membres de direction de ces organisations pour se présenter au siège de la sécurité préventive à Toulkarem.

Des sources locales et des témoins oculaires ont dit qu'un groupe d'éléments de la sécurité préventive ont envahi le siège de l'organisation "Al-Afaf", au milieu de la ville de Tulkarem, et l'ont fermée après avoir confisqué son contenu.

A Dir Al-Ghoussoun, trois jeeps de la sécurité préventive ont envahi le village et ont attaqué le siège du club des étudiants, demandant aux membres de la direction de se présenter au siège de la sécurité préventive.

Ramallah – CPI 27/8

<http://www.palestine-info.cc/fr>

2 Politique Israélienne

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

26-08

Le commandant Ido Nehoushtan a décrit le transfert de la base aérienne de Lod vers l'une des plus grandes bases du Moyen-Orient, située à Névitim au centre du Néguev comme un jour historique.

[Infolive.tv](http://www.infolive.tv) 26/8

26-08

Les Etats-Unis et Israël ont convenu de déployer un système puissant de radars dans le désert du Neguev dans le sud d'Israël.

Ces radars, connus sous le nom de X-Band, seront liés à un réseau d'alerte américain par satellite et pourraient doubler voire tripler le rayon d'identification des missiles,

Voire vidéo : <http://www.infolive.tv/fr/infolive.tv-28227-israelnews-face-la-menace-iranienne-les-etats-unis-deploient-le-radar-x-band-da>

[Infolive.tv](http://www.infolive.tv)

2-4 Les grandes manœuvres...

Ehoud Barak juge la médiation de l'Égypte essentielle pour la libération du soldat Schalit

L'Égypte peut jouer un rôle-clé pour obtenir la libération du soldat israélien Gilad Schalit, enlevé en 2006 par des militants islamiques liés au Hamas, a estimé mardi le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak, en visite dans le pays.

Israël considère la médiation égyptienne comme "essentielle" pour atteindre cet objectif, a déclaré M. Barak à la presse après un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak à Alexandrie. Le Caire est déjà intervenu pour tenter d'obtenir la libération du caporal Schalit, mais jusqu'ici sans succès.

M. Barak a précisé avoir demandé, lors de son entretien avec M. Moubarak, que l'Égypte redouble d'efforts pour obtenir que le Hamas relâche Gilad Schalit, qui serait toujours en vie. "Tous les efforts devraient contribuer à la réussite des négociations et à ramener le soldat à la maison", a-t-il déclaré.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit a promis que Le Caire poursuivrait sa médiation pour la libération de Schalit.

En contrepartie de la libération du soldat, le Hamas veut qu'Israël relâche 450 prisonniers palestiniens, une demande rejetée par l'Etat hébreu

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4919

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

2600 unités de logements sont en cours de construction en Cisjordanie.

Le mouvement israélien 'La Paix Maintenant' a révélé aujourd'hui, que '2600 unités de logements sont en cours de construction dans plusieurs colonies en Cisjordanie.'

Selon un rapport publié par ce mouvement, 55% de ces unités de logements se situent à l'est du Mur de séparation. Certains d'entre eux se trouvent près de Ramallah et de Bethléem.

Le rapport a ajouté qu'Israël avait construit 433 unités de logements en Cisjordanie entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2008.'

Il indique que le Ministre du logement israélien avait lancé des appels d'offre pour construire des appartements à Jérusalem.

La Paix Maintenant a mis en garde que de telles mesures israéliennes portent atteinte à la continuité géographique du futur Etat palestinien.

[Wafa](http://www.wafa.org)

26/8

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

27-08

Une cour militaire israélienne a condamné mardi, l'ancien maire de la ville de Djénine, en Cisjordanie, à six ans de prison.

Hatem Djarrar, 62 ans, avait été arrêté en 2006 en raison de ses liens présumés avec le Hamas, selon un de ses proches.

'L'accusé s'est mis au service d'une organisation terroriste criminelle', d'après un juge militaire israélien.

Le maire adjoint de Jénine, Ali Chati, a dénoncé cette condamnation, soulignant qu'elle était intervenue après une longue période d'incarcération sans procès et qu'elle n'avait "aucune valeur légale" venant d'un pouvoir occupant.

[AFP](http://www.afp.com) / 26 août [Wafa](http://www.wafa.org)

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Égypte

L'Égypte promet d'ouvrir bientôt le passage de Rafah.

Le dirigeant du Hamas Ayman Taha a affirmé, lundi 25/8, que les Égyptiens ont promis d'ouvrir le passage de Rafah durant deux jours, avant le mois de Ramadan, pour des raisons humanitaires.

Taha a dit dans une déclaration que la direction égyptienne a promis au gouvernement palestinien à Gaza d'ouvrir le passage de Rafah pour deux jours avant le mois de Ramadan.

Le dirigeant du Hamas a nié toute ouverture du passage de Rafah, après que certains médias avaient prétendu son ouverture pour les malades et les suspendus.

CPI 27/8

Traitement du désaccords entre le Hamas et le Fatah

Dr Mohammed Al Hindi : "Le ministre égyptien Omar Souleymane a insisté sur la nécessité de mettre fin aux désaccords entre le Hamas et le Fatah", a-t-il indiqué dans une déclaration de presse dont le contre palestinien a reçu une copie, le mardi le 26/8.

Al Hindi a souligné que sa délégation a montré clairement sa position concernant sa vision stratégique pour la lutte contre l'occupation.

"On a appelé à l'arrêt total des négociations inutiles avec l'occupation, surtout après que le dirigeant du groupe palestinien qui négocie avec les occupants, Ahmed Qorea, et qui a reconnu, récemment, qu'après vingt ans de négociations les résultats sont nuls", a ajouté le dirigeant du Djihad.

Il a attiré l'attention que leur débat s'est consacré aux souffrances du peuple palestinien, notamment la situation critique des Gazaouis après le sévère blocus injuste de l'occupation qui continue toujours.

Gaza- CPI

27/08/

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7yNd1Si2wuY14Q%2bVU0Z0F5n5Y%2bc7kx0u1rxUL2fHX07eqIiULqKNnLpVjkcTMhxVylbpx00LnBTxqJEyPhOuxg9LKkS4DIOAbLg0YoPAQPs%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7yNd1Si2wuY14Q%2bVU0Z0F5n5Y%2bc7kx0u1rxUL2fHX07eqIiULqKNnLpVjkcTMhxVylbpx00LnBTxqJEyPhOuxg9LKkS4DIOAbLg0YoPAQPs%3d)

2 Les institutions et leurs satellites

3 Onu

Un expert de l'ONU salue le passage de deux bateaux d'aide humanitaire.

L'arrivée à Gaza de deux bateaux transportant des cargaisons humanitaires affrétées par des militants des droits de l'homme est une victoire symbolique importante, a estimé lundi un expert indépendant auprès du Conseil des droits de l'homme.

Le rapporteur spécial sur les droits fondamentaux dans les territoires palestiniens, Richard Falk, a estimé que cette initiative non violente du mouvement « Libérez Gaza » a attiré l'attention mondiale sur la dure réalité du siège punitif enduré par les 1,5 millions d'habitants de Gaza depuis plus d'un an, indique un communiqué.

« Ce siège est une forme de punition collective qui constitue une grave violation de l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève », a-t-il affirmé en référence à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui dispose en son article 33 qu' « aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement ».

« En restreignant l'entrée de nourriture, de carburant et de médicaments, les droits économiques et sociaux de la population de Gaza ont été violés de façon systématique », a déclaré Richard Falk.

Les deux bateaux sont entrés dans Gaza avec l'autorisation des autorités israéliennes, qui continuent de contrôler l'espace maritime, aérien et les frontières terrestres de Gaza, a noté le rapporteur spécial, pour qui ce contrôle, malgré le « désengagement israélien » de 2005, continue de faire de Gaza un territoire « sous occupation » israélienne.

« Avec le cessez-le-feu qui tient depuis le 19 juin, peut-être que cette autorisation donnée sans interférence marque une légère modification de l'approche de Tel Aviv et montre un plus grand respect pour le droit international humanitaire et pour les droits fondamentaux », selon M. Falk.

Les bateaux transportaient notamment des appareils auditifs, pour quelque 200 personnes. « Il y a beaucoup de personnes atteintes de surdité à Gaza, à cause du bruit produits par les avions israéliens », a-t-il expliqué.

Richard Falk a par ailleurs appelé le gouvernement israélien à donner des permis de sortie à plusieurs Palestiniens qui ont obtenu la prestigieuse bourse américaine Fulbright pour étudier aux États-Unis, et qui pourraient repartir par les bateaux arrivés ce week-end.

Centre d'actualités de l'ONU

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo: Les radars, connus sous le nom de X-Band, seront déployer dans le désert du Neguev.

Les Etats-Unis et Israël ont convenu de déployer un système puissant de radars dans le désert du Neguev dans le sud d'Israël. Ces radars, connus sous le nom de X-Band, seront liés à un réseau d'alerte américain par satellite et pourraient doubler voire tripler le rayon d'identification des missiles,.

Voire vidéo : <http://www.infolive.tv/fr/infolive.tv-28227-israelnews-face-la-menace-iranienne-les-etats-unis-deploient-le-radar-x-band-da>
Infolive.tv

5-2 Vidéo : 2 Militants de 'Génération Palestine' blessés par l'armée israélienne à NILIN.

Nouvelles exactions de l'armée israélienne à Nilin : 2 militants de Génération Palestine blessés alors qu'ils participaient à une manifestation non-violente contre le Mur de l'Apartheid.

VOIR LA VIDEO SUR :

<http://indigenes-republique.org/spip.php?article1555>

23 août

Toutes les dernières informations, sur l'actualité de la Palestine et des mobilisations passées et à venir, sont sur notre site : www.generation-palestine.Org

5-3 Vidéo : ne vous inquiétez pas de la pression américaine sur Israël.

Je vais vous dire quelque chose de très clair ; ne vous inquiétez pas de la pression américaine sur Israël, nous, le peuple Juif, contrôlons l'Amérique, et les américains le savent." ...

vidéo : <http://www.dailymotion.com/video/k4EV7HtG2XS32ltkiS>

5-4 La décision Us de qualifier Al-Aqsa de terroriste est une aberration.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a affirmé son refus du projet de décision du congrès américain qui considère que plusieurs chaînes arabes dont Al-Aqsa comme étant des organisations terroristes.

Il a considéré que cette décision exprime la vanité de la direction américaine et ses tentatives de renforcer le blocus contre le peuple palestinien.

Lors de sa visite de solidarité au siège de la chaîne d'Al-Aqsa dans la ville de Gaza, Haniyeh a dit que cette décision américaine n'est pas importante, mais qu'elle représente une confirmation de l'échec du blocus, parce qu'elle essaye d'encercler la parole après avoir échoué son blocus contre la position.

Il a affirmé son refus de cette décision injuste conte la chaîne d'Al-Aqsa et d'autres chaînes arabes respectées, et il a salué le rôle de la chaîne dans son soutien donné au peuple palestinien et pour sa défense de ses droits légaux.

Haniyeh a précisé, au sujet de la décision américaine : "J'ai vu et entendu que cette décision ne peut pas casser la volonté des fonctionnaires de cette chaîne".

Mercredi 16 Juillet 2008

http://www.alterinfo.net/Haniyeh-visite-la-chaine-d-Al-Aqsa-et-affirme-que-la-decision-americaine-est-une-vanite_a21850.html

5-5 Richard Labévière et la liberté de la presse.

Extrait :

La télévision "Al Manar", du Hezbollah, a diffusé dans son journal du soir, des extraits de la conférence de presse tenue aujourd'hui à Beyrouth par Richard Labévière, le rédacteur licencié de RFI.

Labévière, victime du lobby juif en France, a préféré organiser sa conférence de presse à Beyrouth et non à Paris, car la liberté d'expression y est plus grande.

Parmi les quelques personnalités présentes à la conférence figure, en premier rang, Thierry Meyssan.

Labévière, a lancer une virulente attaque contre les responsables de l'audiovisuel français, notamment de l'audiovisuel extérieur comme « RFI », « TV5 monde » et « France 24 », placés sous la houlette d'Alain de Pouzilhac et de Christine Okrent Kouchner.

Selon Labévière, « l'épouse du ministre des Affaires étrangères s'emploie à imposer une pensée unique favorable à Israël, et qui travestit la réalité ».

Selon le conférencier, « les responsables médiatiques français imposent aux agences de presses et aux médias l'utilisation d'un vocabulaire favorable à Israël, avec lequel l'Etat hébreu devient un pays de paix, et qui tend à défendre son armée qui respecte les valeurs humaines et qui ne tue jamais les femmes, les enfants et les vieillards palestiniens ».

Pour Okrent et Pouzilhac, « le mur de séparation raciste devient une clôture de sécurité... », regrette Labévière.

26 août par [Mediarabe.info](http://mediarabe.info)

<http://mediarabe.info/spip.php?article1497>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Cisjordanie : Washington et Tel Aviv étalent leurs divergences sur la colonisation.

Les frontières de l'Etat palestinien et d'Israël seront déterminées par un accord, souligne le chef de la diplomatie américaine.

La chef de la diplomatie américaine Condoleezza Rice et son homologue israélienne Tzipi Livni ont étalé hier leurs divergences sur la colonisation juive en Cisjordanie, principal obstacle dans les négociations de paix israélo-palestiniennes censées aboutir en 2008. «*Je pense qu'il ne s'agit pas d'un secret: j'ai dit à mes interlocuteurs israéliens que je ne pensais pas que les activités de colonisation aident au processus*» de paix, a affirmé la secrétaire d'Etat américaine lors d'une conférence de presse commune avec Mme Livni à Jérusalem. «*Ce dont nous avons besoin maintenant, ce sont des mesures qui renforcent la confiance entre les deux parties, et tout ce qui peut miner cette confiance doit être évité*», a ajouté Mme Rice. «*En fait, les frontières de l'Etat palestinien et d'Israël seront déterminés par un accord*», a également souligné Mme Rice. Mme Livni a, en revanche, estimé que le processus de paix n'était «*pas affecté par les activités de colonisation*». «*En fin de compte, le rôle des dirigeants est de tenter de trouver un moyen de vivre en paix à l'avenir et ne pas laisser le moindre bruit lié à la situation sur le terrain se faire entendre dans la salle de négociations*», a ajouté la ministre israélienne. «*La politique du gouvernement israélien n'est pas d'agrandir les implantations, de construire de nouvelles implantations ou de confisquer des terres palestiniennes*», a également affirmé Mme Livni. Peu avant cette conférence de presse, le mouvement anticolonisation «*la Paix Maintenant*» a indiqué dans un rapport que la construction de logements dans les colonies israéliennes de Cisjordanie avait pratiquement doublé depuis le début 2008 par rapport à la même période de 2007. Durant les cinq premiers mois de l'année, 433 logements étaient en cours de construction dans les implantations contre 240 durant la même période de 2007, selon ce rapport, qui cite des chiffres officiels du Bureau central des statistiques. Selon des enquêtes effectuées par «*la Paix Maintenant*» à l'aide de photographies aériennes et de visites sur le terrain, ce «*boom*» de la construction est encore plus important, avec un millier de nouveaux bâtiments comprenant 2600 logements en chantier. A l'issue de la conférence de presse avec Mme Livni, Mme Rice a rencontré le Premier ministre israélien Ehud Olmert pour la première fois depuis que celui-ci - impliqué dans des scandales de corruption - a annoncé fin juillet son intention de démissionner prochainement. Elle devait ensuite se rendre à Ramallah pour s'entretenir avec le président palestinien Mahmoud Abbas, avant de quitter la région. Il s'agit de la 18e visite de Mme Rice dans la région en deux ans et sa 7e depuis la relance des négociations de paix israélo-palestiniennes à Annapolis, aux Etats-Unis, en novembre 2007. Ces négociations, censées aboutir avant la fin de l'année en cours, n'ont enregistré aucune percée, butant notamment sur la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie et dans la région de Jérusalem. Dans des déclarations à la presse lundi, Mme Rice a reconnu qu'Israéliens et Palestiniens avaient «*beaucoup de travail*» à accomplir s'ils désiraient parvenir à un accord avant la fin de l'année. Un responsable du département d'Etat qui a requis l'anonymat a pour sa part souligné que les Etats-Unis ne voulaient pas «*répéter les erreurs du passé*», lorsque les précédentes administrations américaines avaient tenté de parvenir à arracher un accord. «*Nous ne voulons pas faire cela au dépens des progrès qui ont été enregistrés*» a-t-il dit. Peu avant l'arrivée de Mme Rice lundi, Israël a libéré le même jour 198 prisonniers palestiniens, dont deux parmi les plus anciens, dans un geste à l'égard de M. Abbas. Mme Rice a salué cette mesure, la qualifiant de «*très bon pas*».

Source :

26 août 2008. 26 août 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4919

2eme version : Cisjordanie : Washington et Tel Aviv étalent leurs divergences sur la colonisation

Source : L'Expression : [http://www.lexpressiondz.com/...](http://www.lexpressiondz.com/)

Publié le 27 août 2008 avec l'aimable autorisation de L'Expression : <http://www.palestine-solidarite.org/analyses.R.I.270808.htm>

6-2 Point de vue du CPI : Le sommet de Rice/Livni vise à renforcer le blocus contre Gaza.

Le Hamas a fortement condamné la participation du négociateur palestinien Saëb Erekat au sommet soutenu par la ministre US des affaires étrangères, Rice, avec son homologue sioniste Tzipi Livni.

Il a considéré que ce sommet représente une tentative américaine pour mettre la pression sur les Palestiniens afin qu'ils présentent de nouvelles concessions, profitant des désaccords palestiniens internes.

Le leader du mouvement Hamas Aymen Taha a dit, aujourd'hui mardi, dans des déclarations de presse, que ce sommet vient dans le cadre du renforcement du blocus pour isoler la bande de Gaza du monde extérieur.

"Le sommet de Rice ne sert pas les intérêts du peuple palestinien, mais il renforce le sévère blocus imposé par l'occupation israélienne contre les Palestiniens", a ajouté Taha.

Il a poursuivi que le dialogue national palestinien est une ligne rouge imposé par les Américains et que les visites des factions palestiniennes au Caire ne représentent pas le début du dialogue qui est paralysé par les Américains. Il a aussi indiqué que le dossier des négociations concernant l'opération d'échange de prisonniers est bloqué.

De son côté, le mouvement d'Al-Ahrar a considéré que la promesse de Bush est finie et qu'il cherchait à travers ce nouveau complot à gagner du temps dans le but de créer un fait accompli sur le terrain en ce qui concerne la colonisation, la construction du mur d'apartheid et la coopération sécuritaire.

CPI

26/08/

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s70nR5AxtipgrNzmujgUPx8htNBQcco6tpCP8PWhndLLzkTxO5rFge134PlyJcujHmvCRfkPBgw96sqXvCfAyeuJsN3xB0xWv5o%2fu50l6gshkM%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s70nR5AxtipgrNzmujgUPx8htNBQcco6tpCP8PWhndLLzkTxO5rFge134PlyJcujHmvCRfkPBgw96sqXvCfAyeuJsN3xB0xWv5o%2fu50l6gshkM%3d)

6-3 Abbas: les efforts déployés en faveur de la paix aboutiront à un règlement juste

Le président Abbas et la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice ont exprimé leur espoir que les Palestiniens et les Israéliens parviennent à la paix d'ici la fin 2008. M. Abbas a vivement remercié les Etats-Unis pour leurs efforts visant à mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Il a déclaré : ' Un règlement juste doit prendre en compte les questions sensibles suivantes: Jérusalem, les ressources d' eau, le dossier de prisonniers, les réfugiés, le tracé de frontières, la sécurité et les colonies'.

Il a rappelé qu'Israël avait libéré hier 198 prisonniers, et ajouté : 'nous allons continuer les négociations jusqu'à la libération de tous les prisonniers.'

La question des colonies a aussi été au centre de la discussion : 'J'ai discuté avec Mme Rice de la poursuite de activités coloniales par Israël, ce qui constitue un grand obstacle à la paix et qui met en danger la possibilité de réaliser le projet américain, (deux Etats contigus vivant en paix).'

Pour sa part, la secrétaire d'Etat américaine a chaleureusement remercié le président Abbas pour son dévouement dans l'avancée des négociations.

Elle a ensuite déclaré que les colonies israéliennes ne créent pas d'environnement favorable aux négociations, et a insisté sur le caractère délicat d'un règlement de la situation : « c'est très très dur. Si c'était facile, vous pensez bien que cela aurait été réglé depuis longtemps ».Quant aux avancées des négociations après sept visites en Palestine, depuis Annapolis, elle avance qu'on ne peut les mesurer : « Je tiens à rappeler que le processus de paix était inexistant l'année dernière à la même période'.

« Les palestiniens ont beaucoup de choses contre eux, comme les colonies, et malgré cela, il y a des progrès »a-t-elle conclu.

Wafa

6-4 Qu'est-ce qui peut bien pousser le ministre de la Guerre Barak, à se rendre au Caire?

Pour ceux et celles qui suivent de près les évolutions politiques au Proche Orient, les explications officielles du genre "parler de la trêve Hamas-Israël conclue sous l'auspice égyptienne" ne sont pas convaincantes, car de cette trêve, il ne reste, désormais, plus grande chose, si ce n'est un bout de papier multiples fois sans valeur, en raison des violations répétitives d'Israël.

En terre des Pharaons où les représentants de tous les régimes arabes dit modérés se donnent, ces temps-ci, rendez-vous, il est question, en vérité, du plan saoudo-égyptien de gestion arabe des territoires occupés.

Un plan en 11 points qui vise à consacrer la Jordanie comme principal gestionnaire des affaires sécuritaires et administratives de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Beitlmoqhadas Est.

Des réminiscences venues de loin nous rappellent qu'au cours de la première guerre arabo-sioniste,

Gaza était passé sous la tutelle égyptienne, pour tomber, quelques années plus tard, c'est-à-dire, au terme de la guerre de six jours, en 1967, dans l'escarcelle du régime occupant Qods, qui a annexé, pour l'occasion, la Cisjordanie et Beitolmoghadas Est.

Mis à part la faisabilité d'un tel plan, en termes stratégiques, une question traverse tous les esprits : Israël se résignera-t-il à renoncer à plus d'une centaine de colonies sauvages, peuplées, par plus de 200.000 colons, et ce, pour plaire à ses amis jordaniens?

Le dilemme apparaît d'autant plus insolvable que ces colons n'accepteront pour rien au monde d'être placés sous le contrôle des Arabes, même si ces Arabes ont, depuis longtemps, fait le deuil de leur vocation à toute résistance anti-sioniste, et qu'ils sont devenus, par conséquent, des alliés inoffensifs, sinon fidèles. Mais ceci n'est que le côté, si l'on peut s'exprimer ainsi, sioniste de l'affaire. Côté palestinien, les choses semblent encore plus compliquées, car qui ose, en effet, proposer au Palestinien, prototype de l'errant, d'être privé, par un interminable jeu de forces, de sa terre natale, de renoncer à un rêve légitime vieux de 60 ans, alors qu'il est parvenu, aujourd'hui, et après de moult tâtonnements, à trouver la voie de sa réalisation?

Quand, en 2006, les Palestiniens ont voté, massivement, en faveur du Hamas, et qu'ils l'ont porté au pouvoir, ils savaient, pertinemment, qu'ils venaient de poser là un geste précurseur, un geste, qui donnait au monde un avant goût de ce que devrait être un Etat palestinien et des qualités de ceux qui devraient le diriger.

Ce n'est pas leur faute si le monde arabe n'a pas voulu les entendre ou pire s'il a décidé, dans un incompréhensible élan pro-colonialiste, de mettre des bâtons dans leurs roues.

IRIB- 27 Août

6-5 Des personnalités palestiniennes dévoilent des plans israéliens pour judaïser al-Aqsa.

Des personnalités palestiniennes ont lié la fermeture de l'Etablissement d'al-Aqsa pour la reconstruction des lieux islamiques à la saisie de grandes quantités de documents historiques et documentaires inappréciables qui remontent à deux siècles auparavant. Les personnalités ont dévoilé des plans israéliens pour la judaïsation de la mosquée d'al-Aqsa et la confiscation de l'histoire".

Citant M. Ali Abou Cheikha, président de l'Etablissement d'al-Aqsa, la chaîne al-Jazira a indiqué que l'offensive israélienne intervient pour venger de l'Etablissement qui avait dévoilé, le 12 courant, les plans d'occupation visant à établir un gîte dans le quartier al-Maghariba, dans une tentative de judaïser la mosquée.

Abou Cheikha a indiqué que la confiscation a atteint des dizaines de milliers de documents dont des documents concernant les cadastres globaux des lieux de Wakfs islamique et chrétiens en Palestine entamés en l'an 2000, précisant que les documents saisis couvrent près de 75% des lieux saints en Palestine.

"Les documents concernent également les Wakfs des grandes villes telles que Jafa, Haïfa, Akka, Loud et Ramlah pendant les deux dernières siècles et l'archive de dizaines de milliers de photos et de films documentaires sur les violations par les colons et les renseignements israéliens de la mosquée al-Aqsa", a ajouté Abou Cheikha qui a indiqué que les autorités israéliennes ont confisqué également des centaines d'attestations verbales historiques, photos et voix à l'appui, après des interviews avec des vieillards qui étaient témoins d'al-Nakbé.

Pour sa part, le chef du mouvement islamique du sud, cheikh Raëd Salah, a démenti les prétentions des autorités israéliennes sur la relation d'al-Aqsa avec le mouvement de Hamas, réaffirmant que la Mosquée est pour tous les Musulmans et que les Israéliens n'ont pas droit en un seul pouce de son sol.

Raghda Bittar

Sana 26/8

6-6 Réfugiés palestiniens en détresse.

Au cours du débat de confiance, plusieurs députés ont soulevé le cas des réfugiés palestiniens et l'un d'eux a proposé que les Etats arabes allègent le poids qu'ils constituent au Liban en leur permettant de travailler sur leurs territoires.

Dans le même temps, le haut commissariat pour les affaires des réfugiés faisait état, cette semaine, de plus de 2.300 réfugiés palestiniens bloqués depuis deux ans à la frontière syro-irakienne.

En précisant que l'Islande en recevait une trentaine chaque année, la priorité étant donnée aux filles non mariées, aux mères et aux veuves.

La Suède en accueille aussi un petit nombre.

Le haut commissariat ajoute que ces réfugiés venus du pays du Rafidain, n'ont pu être admis dans les camps aménagés en territoire syrien, deux d'entre eux en hébergeant, le camp d'Al-Walid 1.400 et celui d'At-Tanaf près d'un millier.

Il existe encore 10 et 15.000 réfugiés palestiniens en Irak, vivant dans des conditions désastreuses.

Les réfugiés du Liban ne sont donc pas les seuls à vivre dans des conditions difficiles, alors que notre pays avec ses ressources limitées et ses crises successives, ne parvient pas à assurer une vie digne à ses fils de condition modeste et à revenu limité...

Aussi, beaucoup parmi eux, surtout les jeunes, s'expatrient-ils pour s'établir sous des cieux plus cléments et assurer leur avenir.

<http://www.rdl.com.lb/2008/q3/4171/evenement.html>

6-7 Abbas appelle au droit au retour des réfugiés palestiniens.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a réitéré, lors de sa visite à Beyrouth jeudi, le refus de l'Autorité palestinienne d'une implantation des réfugiés palestiniens au Liban, insistant sur le droit au retour de tous les réfugiés.

"Les réfugiés doivent jouir du droit au retour (en Palestine) et nous discutons de ce dossier avec les Israéliens", a déclaré à la presse M. Abbas à l'issue d'une rencontre avec le président libanais Michel Sleimane.

"Nous refusons l'implantation des Palestiniens au Liban", a-t-il insisté, alors que ce sujet épineux était au centre de sa visite de deux jours au pays du Cèdre.

M. Abbas a par ailleurs indiqué qu'il était "pleinement d'accord" avec la position du gouvernement libanais concernant le désarmement des Palestiniens à l'extérieur des camps de réfugiés.

"Au Liban, nous ne sommes au-dessus de la loi", a-t-il dit.

Les différentes parties libanaises s'étaient mises d'accord en 2006 sur le désarmement de groupes palestiniens pro-syriens, mais l'Etat n'a pas pu jusqu'à présent mettre en oeuvre cette décision.

"Nous avons discuté avec le président de la situation à l'intérieur des camps et à laquelle nous allons mettre fin", a indiqué le dirigeant palestinien en référence notamment à la situation tendue à Aïn Héroué (sud), le plus grand des 12 camps palestiniens (45.000 habitants).

Les camps palestiniens au Liban sont considérés comme des poudrières. Des groupes extrémistes s'y sont implantés à la faveur de la misère qui y règne.

En 2007, des combats ont opposé pendant plus de trois mois l'armée libanaise au mouvement islamiste Fatah al-Islam dans le camp de Nahr al-Bared (nord), faisant plus de 400 morts, dont 168 soldats libanais.

M. Abbas doit également rencontrer le président du Parlement Nabih Berri, le Premier ministre Fouad Siniora, ainsi que les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et des factions palestiniennes. D'après l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), les réfugiés palestiniens sont quelque 400.000 au Liban.

Quelque 760.000 Palestiniens ont été poussés à l'exode après la création de l'Etat d'Israël en 1948. Ils seraient aujourd'hui 4,3 millions, répartis entre la Jordanie, le Liban, la Syrie, la bande de Gaza et la Cisjordanie, selon l'Unrwa.

En 2004, Mahmoud Abbas --qui n'était pas encore président--, avait été le premier responsable palestinien à se rendre à Beyrouth depuis 1982, date à laquelle l'OLP avait été chassée de la capitale libanaise par l'armée israélienne.

Il s'y est rendu pour la première fois en qualité de président en juillet 2005. Le bureau de représentation palestinien à Beyrouth a rouvert ses portes en 2006.

AFP / 28 août

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Daniel Levy : Israël n'a rien à gagner à une guerre civile entre Palestiniens.

La crise inter-palestinienne actuelle ne devrait réjouir personne du côté israélien, en tout cas certainement pas ceux qui souhaitent une solution négociée à deux Etats. Pour les partisans d'un Etat binational ou de la perpétuation de l'occupation, c'est une autre histoire, ils peuvent « faire la fête ». NdT

Il y a un mois, quand une bombe a explosé dans le quartier de Shajaiyyah à Gaza, tuant cinq militants du Hamas et une petite fille de 5 ans, le Hamas a accusé le Fatah et a agi violemment contre ce qui restait du mouvement à Gaza. Les forces du Fatah ont alors agi en représailles contre le Hamas en Cisjordanie.

Résultat : encore un round de violences entre Palestiniens. Le clan Hilles, pro-Fatah, a cherché refuge en Israël en espérant parvenir en Cisjordanie.

Mais ceux qui pensent que cette guerre civile rampante et l'effondrement actuel des services centraux palestiniens de gouvernement servent les intérêts d'Israël feraient mieux d'y réfléchir à deux fois.

Ceux que réjouissent les images télévisées des violences inter-palestiniennes, ou le « coup de pub » de l'ONG palestinienne Human Rights Watch condamnant à la fois le gouvernement du Hamas à Gaza et celui de l'Autorité palestinienne (AP) dirigée par le Fatah en Cisjordanie, se trompent lourdement. Car ces événements n'exonèrent en aucune façon Israël de ses propres violations des droits de l'homme et du droit international dans les territoires occupés, et ils n'améliorent pas non plus son environnement stratégique.

Il y a une cinquantaine de jours, un cessez-le-feu prenait effet à Gaza entre Israël et le Hamas. D'après les termes de cet accord, conclu avec la médiation de l'Egypte, Israël comme le Hamas devaient cesser les attaques contre le territoire de l'autre partie, le Hamas devait empêcher les autres factions palestiniennes de tirer des roquettes sur Sderot et ses environs, et Israël devait alléger progressivement le siège qui dévastait l'économie et la vie quotidienne des Gazaouis.

Ce cessez-le-feu est fragile, mais il tient, en gros. La situation des deux côtés, si elle est loin d'être normale, est incomparablement meilleure. Lorsque, le 23 juillet, le candidat démocrate Barack Obama s'est rendu à Sderot et y a tenu une conférence de presse en plein air devant la presse internationale, il était flanqué d'un étalage impressionnant de débris de roquettes. Ce qu'on n'a pas relevé, c'est que sans le cessez-le-feu, pareille conférence de presse aurait été inimaginable.

L'un des effets pervers de ces violences entre Fatah et Hamas est qu'elles mettent en danger ce cessez-le-feu. Toute faction palestinienne désireuse de détourner l'attention de ses méfaits et de séduire son opinion publique est susceptible, tôt ou tard, de s'en prendre à Israël. Une reprise des violences n'aurait pas pour seul résultat de ramener les habitants de Sderot dans leurs abris, elle saperait aussi toute perspective d'un échange de prisonniers pour libérer Gilad Shalit.

Il est clair que les événements de ces dernières semaines ont approfondi les divisions entre Palestiniens. Encore une fois, quiconque serait tenté d'en conclure que c'est bon pour Israël (diviser pour régner, affaiblir l'ennemi) aurait tort. Ou plutôt, je devrais apporter une nuance : il aurait tort s'il considère une solution à deux Etats et des frontières sûres, reconnues et permanentes entre Israël et ses voisins comme étant de l'intérêt vital d'Israël.

Pour les partisans d'un Etat binational ou pour qui souhaite la prolongation d'un régime de ségrégation et de discrimination dans les territoires occupés, il y aurait vraiment là matière à faire la fête. Car une solution à deux Etats, en tout cas en l'état actuel des négociations, exige un mouvement national palestinien qui soit suffisamment unifié et légitime aux yeux de son opinion publique pour pouvoir accepter et appliquer un éventuel accord. La division géographique et politique entre Palestiniens rend les choses plus difficiles et non plus faciles.

Quand Israël offre un refuge à des combattants du Fatah, comme il l'a fait récemment avec le clan Hilles, quand il parle des dirigeants de l'AP comme de partenaires, cela ne donne pas beaucoup de crédit à ces Palestiniens aux yeux de leur peuple. Une direction palestinienne perçue par sa population comme un sous-traitant de la sécurité d'Israël n'est pas vraiment en position de parvenir à un accord impliquant de nombreux compromis historiques. La dernière chose dont Israël a besoin, c'est d'une autre Armée du Sud Liban [1]. Malgré les paroles chaleureuses déversées sur le premier ministre Salam Fayyad et sur ses efforts en termes de sécurité accomplis à Jénine, Naplouse et ailleurs, la triste réalité est que la politique d'Israël sape constamment sa légitimité.

Mais peut-être le plus inquiétant de tout est qu'alors que les Palestiniens perdent espoir dans le processus de paix et observent désespérément les deux leaderships, du Fatah et du Hamas, il y a danger d'émergence d'alternatives extrémistes du genre d'al-Qaïda. Il se peut même que ce phénomène soit en train de se produire en ce moment, alors que le paysage politique palestinien éclate en structures de clan et qu'apparaissent des groupes comme l'Armée de l'Islam. Le Hamas n'est pas al-Qaïda, mais son alternative pourrait l'être.

La plupart des médiateurs arabes possibles sont réticents à l'idée de dilapider leur capital politique dans des tentatives de réconciliation entre Palestiniens. L'Arabie saoudite a essayé l'année dernière par l'accord de La Mecque entre le Fatah et le Hamas. Depuis, l'accord s'est désintégré et les Saoudiens se sont retirés du paysage. L'Egypte, et aujourd'hui la Jordanie, maintiennent des contacts à la fois avec le Hamas et l'AP, mais aucune ne se précipite pour remplir le vide, car leurs préoccupations sont avant tout d'ordre intérieur.

Israël n'a pas peu contribué à vider le mouvement national palestinien de sa substance, en ne mettant pas fin à l'occupation, en assassinant des dirigeants, en adoptant l'unilatéralisme, etc. Mais au bout du compte, il s'agit d'une affaire palestinienne, et la responsabilité de la fin des violences et de la poursuite du dialogue intra-palestinien repose sur les Palestiniens eux-mêmes. Mais entre-temps, il y a trois choses que doit faire Israël, dans son propre intérêt :

En premier lieu, ne plus se mêler de politique intérieure palestinienne. Ne pas empêcher le dialogue. Israël a un intérêt évident à voir les pragmatiques l'emporter, mais la réalité est qu'Israéliens et Palestiniens sont en conflit. Pour un dirigeant palestinien, être un « favori » d'Israël n'est pas vraiment un cadeau, surtout quand ce favoritisme se traduit par des déclarations malhabiles et par de l'indifférence face aux besoins réels des Palestiniens, comme la levée de barrages ou le gel de la colonisation.

Ensuite, Israël doit mettre en œuvre des accords pratiques là où c'est possible, avec quiconque peut respecter ses engagements, et avec quiconque est prêt à conclure un accord, même de façon indirecte. Cela veut dire maintenir et consolider le cessez-le-feu à Gaza et l'étendre à la Cisjordanie, et conclure l'accord avec le Hamas avec la libération de Gilad Shalit par le Hamas. Cela veut dire aussi travailler avec le gouvernement de l'AP en Cisjordanie à améliorer les conditions de vie de manière réelle et importante.

Enfin, et c'est crucial, Israël doit s'assurer de ne pas sombrer dans le chaos et de maintenir sa démocratie et son gouvernement centralisé. Israël a son propre far-west en Cisjordanie. Un clip vidéo, visible par tous sur YouTube, ouvre une fenêtre choquante sur la violence incontrôlée de colons contre des civils et des biens palestiniens, et des tirs à bout portant de militaires sur des manifestants et des badauds sans armes. Les décisions de la Haute cour sont ignorées, la barrière de séparation s'enfonce plus profondément en Cisjordanie, et les colonies, sauvages ou pas, s'étendent sans répit.

Traiter cette érosion chronique de l'Etat de droit dans la société israélienne est depuis longtemps nécessaire, et c'est un défi qu'Israël peut relever unilatéralement.

[1] Terme équivalent à « supplétif ». Voir Wikipedia (article pour une fois bien fait) :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Armée_...

Daniel Levy

Daily Star, 25 août 2008

Daniel Levy a été conseiller politique de Yossi Beilin, membre de l'équipe des négociateurs israéliens à Oslo et à Taba, et l'un des principaux concepteurs israéliens de l'initiative de Genève.

<http://www.dailystar.com.lb/article...>

Article publié par le quotidien libanais en collaboration avec Common Grounds

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Daniel_Levy.250808.htm